

## UNE DES CAUSES DE L'AUGMENTATION DU SUCRE

### LA POLITIQUE SUCRIERE DE L'ANGLETERRE ET LES FABRICANTS DE PRODUITS SUCRES.

Le commerce des sucres en Angleterre a été profondément troublé par la guerre. Le Gouvernement anglais s'est assuré de ressources de sucre suffisantes pour plusieurs mois; mais, ainsi qu'on l'a fait observer dans les cercles commerciaux, il a acheté au moment de la panique et, par suite, il a payé des prix trop élevés. Il en résulte que le consommateur britannique paye son sucre plus cher que le consommateur étranger. Les industries dont le sucre est la base paraissent souffrir tout particulièrement de cette situation. Dans un meeting tenu le 23 novembre dernier dans la salle du Conseil de la Chambre de commerce de Londres, les représentants des industries qui emploient du sucre ont soumis à une critique serrée la "politique sucrière" du Gouvernement britannique. M. G.-L. Davies, président de l'Alliance des fabricants de confitures, qui présidait la réunion, a d'abord affirmé les sentiments patriotiques des industriels sucriers; ceux-ci n'entendent contrarier en rien les mesures que le Gouvernement croit utile de prendre afin d'empêcher tout trafic avec l'ennemi, toute opération qui procurerait à l'Allemagne et à l'Autriche de l'argent, c'est-à-dire le nerf de la guerre. Mais ces industriels ont le droit de protester contre le renchérissement inutile du sucre qui a été, dans une large mesure, la conséquence de la politique du Gouvernement.

Au moment de la déclaration de guerre, le commerce, fort inquiet au sujet de l'avenir, fut pris de panique et précipita ses achats. Les prix montèrent de 125 à 130 pour cent et même au delà, relativement au niveau antérieur à la guerre. Le Gouvernement intervint alors, avec les meilleures intentions, mais, semble-t-il, avec peu de sagesse. Il acheta de larges quantités de sucre sur nombre de marchés du monde, et ce au moment où ces marchés étaient en proie à la panique. Conséquence: le sucre, qui autrement aurait diminué de prix sur le marché anglais, se trouvait condamné à rester relativement cher pendant toute la durée de la guerre. Il semble permis de dire, a poursuivi l'orateur, que cette situation a surtout sa cause déterminante dans la composition de la Commission des sucres. Cette Commission comprend en effet, en dehors des fonctionnaires désignés par le Gouvernement, deux membres représentant, l'un les raffineurs de sucre, l'autre la catégorie nombreuse des distributeurs dont les intérêts, en matière de prix du sucre, ne concordent nullement avec ceux du commerce manufacturier.

Le résultat du travail de la Commission a été celui-ci: c'est que les raffineurs se sont assurés de gros stocks et ont réalisé de gros bénéfices sur ceux qu'ils possédaient alors; c'est que les raffineurs ont pu établir entre le sucre raffiné et le sucre brut un écart de prix de beaucoup supérieur à la marge normale. De leur côté les détaillants ont récupéré la hausse sur les consommateurs. Par contre, les manufacturiers, qui emploient le quart environ de la totalité du sucre importé dans le pays, ont eu un sort tout différent. Ils n'ignorent pas, en effet, qu'il leur est impossible de reporter sur leur clientèle l'augmentation du coût du sucre. Après examen de la situation, ils ont nommé une sous-commission, siégeant à Londres, et composée de MM. Stanley Machin, J. Boyd, G. Mathison et Sidney Pascal. La sous-commission a demandé que M. Boyd fût adjoint à la Commission officielle des sucres, mais cette requête est restée sans succès; elle a alors exprimé le vœu que les manufacturiers anglais soient alimentés de sucre au cours mondial, de façon à pouvoir poursuivre leur industrie et occuper leur personnel dans des conditions aussi normales que possible.

La sous-commission a ajouté que, si le Gouvernement ne

pouvait entrer dans cette voie, il conviendrait au moins de prohiber l'importation des chocolats et confiseries provenant des pays étrangers en état de se procurer leur matière première à bien meilleur marché que celle-ci ne revient aux manufacturiers britanniques. Après cet exposé, M. Stanley Machin (de la firme Batzer and Co.), a proposé la résolution suivante:

Le meeting des manufacturiers de tout le Royaume-Uni employant du sucre, occupant plus de 100,000 travailleurs, proteste contre le fait que les intérêts de cette industrie sont restés complètement ignorés du Gouvernement. Tout en se déclarant disposés à appuyer le Gouvernement dans toutes les mesures qui peuvent être raisonnablement requises pour prévenir le trafic de contrebande pouvant être profitable à l'ennemi, le meeting est d'avis que la politique sucrière du Gouvernement, si elle n'est point modifiée, sera désastreuse pour les industries représentées et aura pour effet de priver de leur emploi un nombre considérable de travailleurs.

Le meeting insiste auprès du gouvernement pour que les manufacturiers employant du sucre obtiennent la faculté d'acquiescer du sucre, leur matière première principale, aux prix qui auraient régné si le gouvernement n'avait pas d'abord acheté de larges quantités et si plus tard il n'avait pas décidé inutilement de prohiber complètement l'importation du sucre; le meeting estime, en outre, que, afin d'empêcher que le commerce britannique d'exportation ne passe dans les mains des pays concurrents ayant l'avantage du sucre à bon marché, une remise soit accordée à l'exportation, dont le montant soit égal à la différence entre le prix mondial du sucre et le prix artificiel imposé par le gouvernement; il estime, enfin, que l'importation de produits sucrés, préparés au moyen de sucre ennemi ou de sucre acheté à des prix fort inférieurs à ceux demandés par le gouvernement dans le pays, ne peut pas logiquement être permise et devrait être interdite.

M. Stanley Machin a développé ses vues et fait observer, notamment, que le raffiné coûtait, en Angleterre, à l'heure actuelle, environ 7 shillings de plus par quintal qu'aux Etats-Unis. D'autres représentants de fabricants de confiseries: M. Boyd (J. Kieller and Sons, Ltd.); M. Morrell (Rowntree and Co., Ltd.); Sir Thomas Pink (L. and T. Pink, Ltd.); F. Mathison (Clark, Nicholls and Coombs), etc., ont parlé dans le même sens. M. Boyd a proposé la résolution suivante:

Ce meeting prie le gouvernement de fournir sans délai des détails touchant ses achats de sucre, indiquant les prix payés, le nom des courtiers à qui le sucre a été acheté et la commission payée à ces courtiers; et demande que les conditions faites par le Gouvernement aux raffineurs britanniques soient également divulguées.

Cette motion, ayant rencontré quelques objections, a été retirée. Par contre, la première, formulée par M. Stanley Machin, a été adoptée par l'assemblée.

A la Chambre des Communes, M. Charles Price a, le 26 du même mois, demandé au Secrétaire pour l'Intérieur si son attention avait été attirée sur un meeting des représentants des industries employant du sucre, tenu à Londres, le 23, et dans lequel il avait été constaté que le Gouvernement demandait pour le sucre 5 à 6 shillings de plus par quintal que le cours mondial, ainsi que le montrait la cote du marché américain; et si le Gouvernement voyait le moyen de fournir le sucre à un prix naturel, laissant supporter à l'ensemble de la nation la perte qui pourrait résulter des achats effectués par la Commission royale. M. Runciman, du Board of Trade, a répondu: "Mon attention a été appelée sur le meeting en question. Je suis informé que la différence entre le prix du sucre sur le marché américain et le prix fixé par la Commis-